

Parler, ça ne coûte pas cher
[Ahmed Farrah](#) le 31 - 08 - 2015

Probablement, l'Algérie est le seul pays au monde qu'on critique et qu'on dénigre avec ses gouvernants et où l'on traite sa représentation nationale de tous les qualificatifs, que ce soit en public ou en privé, sur les réseaux sociaux, dans la presse, dans les cafés ou dans les salons de coiffure, peu importe où, sans que l'on risque quoi que ce soit. L'Algérie est-elle un pays démocratique ? Dans un sens, oui, et largement ! L'Algérien se permet d'avoir son opinion, son avis et sa vision des choses sur tout ce qui concerne les affaires de la cité, du football à la politique, sans aucun doute. Peut-il changer le cours des choses ? Pas si sûr ! Le pouvoir politique est tellement centralisé, que les décisions ne peuvent venir que d'en haut et les assemblées élues ne sont en réalité que des caisses d'enregistrement. Souvent ces décisions prises sans l'assentiment ou l'approbation des citoyens ne sont pas concrétisées sur le terrain à cause de leur blocage et de leur rejet par ceux qui ne les avaient pas demandées ou acceptées. Ça passe ou ça casse, tel est le mode d'action en politique algérienne, ainsi la casse est partout étendue dans le paysage quotidien. En Suisse, le peuple est très impliqué dans le processus décisionnel. Le citoyen n'est plus cantonné dans un rôle d'électeur, qu'on mobilise une fois tous les cinq ans pour élire ses représentants. La démocratie directe suisse lui permet de s'investir pleinement dans la vie politique de son pays, par la possibilité de s'exprimer sans passer par le truchement de représentants. Le peuple suisse peut déclencher un référendum pour modifier la constitution ou rejeter une loi, à condition de réunir un certain nombre de signatures exigées. Et ça passe sans casse ! Mais peut-on transposer la démocratie participative dans un pays écartelé sans régionalisation (à ne pas confondre avec le repli régionaliste) ? Là est la question !